

Bulletin officiel n° 2857 du 2/08/1967 (2 août 1967)
Arrêté du ministre, des travaux publics et des communications n° 365-67 du 3/05/1967 (3 mai 1967) fixant les frais de contrôle pour la délivrance, le renouvellement ou la validation des certificats de navigabilité.

Le Ministre des Travaux Publics et des Communications,

Vu le décret n° 2-61-161 du 7 safar 1382 (10 juillet 1962) portant réglementation de l'aéronautique civile, notamment son article 19 ;
Après avis du ministre des finances,

Arrête :

Article Premier : Les frais de contrôle en vue de la délivrance, du renouvellement ou de la validation des certificats de navigabilité des aéronefs, à la charge des propriétaires ou utilisateurs des appareils contrôlés, sont fixés par le présent arrêté.

Article 2 : Une somme forfaitaire représentant le montant des frais administratifs d'établissement du certificat de navigabilité est due pour chaque certificat. Elle est fixée à 18 dirhams.

Article 3 : Les tarifs maxima pour le contrôle de la fabrication, réparation et révision des aéronefs, moteurs, hélices, rechanges matériaux et matériels aéronautiques, en usine et ateliers sont fixés aux pourcentages suivants, d'après le montant du coût de construction, réparation ou révision.

2 % pour la tranche de	0	à	111.000 DH.
1,5 % pour la tranche de	111.000	à	559.000 DH.
1 % pour la tranche de	559.000	à	1.118.000 DH.
0,5 % pour la tranche dépassant			1.118.000 DH.

Article 4 : Les tarifs maxima pour le contrôle de l'entretien et de la réparation des aéronefs en exploitation sont fixés comme suit :

a) Pour les aéronefs affectés au transport public de passagers, de poste et de fret, un forfait horaire croissant avec la puissance nominale des groupes moto-propulseurs, est déterminé par la formule suivante :

Par compagnie et par avion :

En DH. $297 + 222 W/1.000$ ou $0,8 (297 + 222 P/1.000)$

Dans laquelle :

W représente la puissance maximum continue totale en CV du moteur à pistons.

P représente la poussée maximum en kg au décollage des réacteurs des groupes moto-propulseurs.

b) Pour les autres aéronefs, des honoraires par visites d'après le barème suivant établi d'après la puissance nominale totale des groupes moto-propulseurs : Pour les réacteurs on admettra l'équivalence des CV et des kgs de poussée.

1 à 50 CV 16,90 DH.

51 à 100 CV 26,00 DH.

101 à 150 CV 35,20 DH.

151 à 200 CV 44,35 DH.

et ainsi de suite en augmentant de 9,15 DH. par tranche de 50 CV.

Les visites rémunérées au titre du contrôle de réfection ou de révision hors aérodromes ne sont pas à prendre en considération dans le décompte précédent.

Article 5 : Les tarifs précités s'appliquent aux opérations de contrôle effectuées au Maroc sur les aérodromes ressortissant à un centre de contrôle permanent du Bureau Véritas.

En dehors de ces centres, les heures de déplacement (calculées

distance kilométrique),
suivant la formule = les frais de voyage et
80 km/h
de séjour de l'expert chargé de la visite sont dus par le propriétaire ou l'utilisateur.

Article 6 : En cas de variation des salaires par application de dispositions légales ou de textes ayant le même caractère d'obligation, les tarifs définis précédemment sont révisés par application de la formule : $N = (0,15 + 0,85 S)/S_o$
dans laquelle :

- S_o est le salaire mensuel de base (charges comprises) au 1er janvier 1966 d'un ingénieur européen - échelle 18 - de la compagnie nationale de transport aérien Royal Air Maroc.
- S est le même salaire pendant le mois au cours duquel la prestation de service définissant les honoraires de la société agréée aura été effectuée.

Les tarifs prévus aux articles 3 et 4 doivent être multipliés par le coefficient N .

Rabat, le 3 mai 1967.

Ahmed Lasky.